



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 101 - 16 novembre 1981

prix 2frs

T (HAI) l'armée
interafricaine
au secours de GOUKOUNI



— dans ce numéro —

SENEGAL-GAMBIE : Diouf et Diawara décident
l'union sans consulter leurs peuples

TUBERCULOSE : maladie des pauvres

* COTE D'IVOIRE : hypocrisie et cynisme
* face à la prostitution

* QUAND LES NATIONALISTES parlent des
* "réalités africaines"

*

* * * * * VOIR LE SOMMAIRE AU VERSO * * * * *

sommaire

PAGE 2 : Editorial

PAGE 4 : SENEGAL-GAMBIE

Diouf-Diawara déci-
dent l'union sans
consulter leurs peu-
ples.

PAGE 5 : SENEGAL : le
PDS veut s'ériger en
parti unique de l'
opposition.

PAGE 6 KHARTOUM :

Diviser pour régner

PAGE 7 :

la tuberculose, ma-
ladie des pauvres.

PAGE 8 : COTE d'IVOIRE :

Hypocrisie et cynis-
me face à la prosti-
tution .

PAGE 9 : Quand les na-

tionalistes parlent
des "réalités afri-
caines .

PAGE 11 : Par delà ses

divisions : le trots-
kysme, c'est la con-
tinuation des idées
de Marx et de Lénine

PAGE 14 : POLOGNE :

Nationalisme et lut-
tes ouvrières.

-ABONNEMENTS -

FRANCE : 1 an

• pli ouvert : 24 F

• pli fermé : 48 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

ADRESSE :

Combat Ouvrier

" pour le PAT "

BP 145

75 023 Paris Cedex

Prière de régler les
abonnements en timbres
postaux .

* * *

éditorial

TCHAD : L'ARMEE INTERAFRICAINA AU SECOURS DE GOUKOUNI

Les troupes libyennes dont le retrait a été annoncé en plein milieu de la conférence franco-africaine de Paris continuent d'évacuer le Tchad.

Le premier contingent des forces interafricaines de l'OUA destinées à remplacer les forces libyennes est arrivé le 15 novembre à N'Djaména. Il s'agit des soldats du Zaïre. Ceux des six autres pays africains sont attendus dans les prochains jours.

Pourquoi Kadhafi, dont l'intention était de s'imposer au Tchad et même d'unir ce pays à la Libye, a-t-il brusquement décidé de se retirer ? Quelle contrepartie a-t-il reçue ?

Le bilan de son intervention, complété par sa retraite une fois l'ordre à peu près rétabli, apparaît comme globalement favorable aux intérêts de l'impérialisme français. S'agit-il d'une complicité de fait ou d'un accord secret dûment négocié entre Paris et Tripoli ?

Ni Kadhafi ni encore moins l'impérialisme français n'ont l'habitude de mener en public leur diplomatie, surtout pas devant le peuple qui est l'objet ou la victime de cette diplomatie.

Ce qui est certain c'est que l'intervention libyenne a permis à Goukouni de refouler militairement Habré et de s'imposer un peu plus aux autres factions rivales du GUNT. Cela a aussi permis à l'ancien chef rebelle devenu valet respectueux de l'impérialisme, d'être reconnu sur le plan international comme seul représentant du Tchad.

Mais le principal bénéficiaire de cette intervention est tout de même l'impérialisme français. Kadhafi a remis un peu d'ordre au Tchad ; il a créé une certaine unité autour de Goukouni. L'intervention a mis partiellement fin aux affrontements incessants entre factions armées rivales, permettant par là-même une certaine reprise des activités économiques dans le pays.

En un certain sens les troupes de Kadhafi ont fait le travail que l'impérialisme français n'était pas en mesure de faire. Evidemment Kadhafi n'est pas intervenu seulement pour rétablir l'ordre pour le compte de l'impérialisme français. Il poursuivait ses propres objectifs d'Etat, en espérant garantir par son intervention au moins sa main mise sur la bande d'Aouzou, et peut-être un certain contrôle sur l'équipe au pouvoir.

Seulement Goukouni n'avait besoin de Kadhafi que pour rétablir l'ordre. Cela à peu près fait, il a tout naturellement cherché à prendre du champ. Et l'impérialisme français, complice de fait de Kadhafi pour le rétablissement de l'ordre, n'a aucune raison pour autant d'accepter définitivement un protectorat libyen sur le Tchad. Goukouni a apparemment trouvé des oreilles complaisantes à Paris. En le recevant solennellement au sommet franco-africain, les dirigeants de l'impérialisme français lui ont donné leur consécration. Les choses n'en sont d'ailleurs pas restées à la diplomatie.

Paris a accordé à Goukouni une aide logistique et un soutien militaire, sous la forme de ces fameuses "forces interafricaines" qui ont beau se réclamer d'une décision de l'OUA, mais n'ont d'africaine que la nationalité des soldats. Chacun sait que derrière ces forces il y a l'impérialisme français.

.../...

Les troupes interafricaines suffiront-elles pour parachever l'oeuvre commencée par les soldats de Kadhafi, c'est-à-dire mettre définitivement fin aux luttes de faction et consolider l'appareil d'Etat tchadien ? L'avenir le dira. Ce n'est évidemment pas une certitude, car Habré tient encore son maquis, sans parler des ambitions d'un Kamougué ou d'un Açyl.

Bon nombre de tchadiens même parmi ceux qui ne se réjouissent pas que l'ordre soit rétabli au profit de Goukouni, se réjouissent cependant de l'éventualité d'un retour de la paix.

Les opprimés tchadiens n'ont certainement rien à gagner à la continuation de cette guerre entre factions opposées surtout par leur rivalité pour l'exercice du pouvoir. Mais pour eux la fin de la guerre ne signifiera certainement pas la fin de la misère, la fin de la pauvreté. Et ils n'ont certainement pas à se réjouir de la consolidation d'un Etat qui est un Etat oppresseur contre eux.

Après avoir subi la guerre ils auront à subir même la paix, qui ne sera pas nécessairement une paix pour eux. Les paysans qui, naguère, ont dû se soulever dans le Nord contre les exactions des collecteurs d'impôts de Tombalbaye ont fait, à leurs détriments, l'expérience que la "paix civile" peut très bien recouvrir un état de guerre sanglante entre le gouvernement et les masses exploitées.

On ne connaît peut-être pas encore le vainqueur définitif des combats de factions. Mais les vaincus, ce sont bien ceux-là qui se réfugient à Kousséri, au Nigéria, au Soudan ou dans le Sud du pays. Et au-delà, ce sont les paysans pauvres et les ouvriers du Tchad.

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

Chers camarades et lecteurs,

à 2 FRANCS

Nous vous informons qu'à partir de ce numéro, le prix du journal est porté à 2 F. C'est la première augmentation de prix qu'il connaît depuis sa parution en 1973.

Peut-être vous vous y attendiez, compte tenu de l'inflation.

En tout cas, nous espérons que cette augmentation ne sera pas un handicap et que vous continuerez à lire régulièrement "Le pouvoir aux travailleurs" et aussi à le faire connaître autour de vous.

SENEGAL-GAMBIE DIOUF - DIAWARA DECIDENT L'UNION SANS CONSULTER LEURS PEUPLES

Abdou Diouf, président sénégalais et Daouda Diawara celui de Gambie ont signé le 14 novembre un accord pour confédérer, paraît-il, le Sénégal et la Gambie.

Si cette confédération baptisée Sénégambe devenait une réalité, elle mettrait fin à la séparation entre ces deux pays consacrée par l'impérialisme français et anglais en 1885 à Berlin lors du partage de l'Afrique. La situation de la Gambie, découpée toute entière à l'intérieur du Sénégal, illustre jusqu'à la caricature tout l'arbitraire des partages impérialistes ; d'autant que c'est le même peuple qui vit de part et d'autre de la frontière.

Bien sûr que si Diouf et Diawara ont aujourd'hui décidé de créer la Sénégambe ce n'est pas du tout pour tenir compte de cette réalité, mais bien entendu pour autre chose.

C'est sûrement pour récompenser Diouf qui a sauvé Diawara et son régime oppressif au mois d'août dernier. Car sans l'armée sénégalaise et le soutien de l'impérialisme français et anglais - ne serait-ce que par leur silence - Diawara aurait été chassé par sa propre armée.

Cette confédération sénégalienne connaîtra-t-elle le même sort que la Fédération du Mali créée en 1959 par Modibo et Senghor ou existera-t-elle réellement ? Il est difficile de le savoir. La formule confédérale donne surtout aux dirigeants sénégalais un fondement juridique pour intervenir militairement en Gambie à supposer qu'ils se soucient de l'aspect juridique. Mais pour l'instant, les deux appareils d'Etat distincts sont maintenus, comme est d'ailleurs maintenue l'aberration de deux monnaies distinctes appartenant à deux systèmes monétaires différents, l'un contrôlé par l'impérialisme français, l'autre par l'impérialisme britannique.

Ce que l'on sait, c'est que nos deux dirigeants ont décidé eux-mêmes cette confédération sans consulter ni le peuple sénégalais ni le peuple gambien. Ils se sont distribués eux-mêmes les titres honorifiques de président (Diouf) et de vice-président (Diawara) de la future Sénégambe.

La façon dont Diouf et Diawara ont décidé la fédération montre, si besoin était, le mépris qu'ils ont envers les populations concernées.

SENEGAL: le PDS veut s'ériger en parti unique de l'opposition

L'Organisation des Travailleurs et Etudiants Sénégalais en France, liée au PDS, a tenu un meeting à Paris le 31 octobre dernier, pour protester contre l'arrestation de militants de leur parti au Sénégal.

Que le PDS proteste contre l'arbitraire, tant mieux. Nous ne pouvons qu'affirmer notre solidarité envers des personnes emprisonnées pour leurs opinions politiques. Mais ce meeting parisien était aussi une opération visant à présenter le PDS comme le grand parti d'opposition qui porterait sous ses ailes paternelles tous les autres partis.

Déjà l'invitation au meeting était tendancieuse. Car elle laissait entendre que toutes les autres organisations sénégalaises seraient là comme invitées du PDS alors qu'il n'y avait que lui à la tribune.

En somme, le PDS se voudrait le parti unique de l'opposition. En effet, il dit en quelque sorte : "Voyez, c'est nous qui représentons l'opposition véritable. C'est pour cela que le gouvernement s'attaque à nous." Moralité : le PDS propose aux autres partis de se mettre derrière lui. Les organisateurs du meeting ont lancé "un appel à toutes les formations de gauche sans considérations idéologiques". Un des orateurs a même parlé de faire comme "le Tiers-Etat de 1789 qui était une unité de l'ensemble du pays (la France)".

Wade ne propose rien de bien différent par rapport à Diouf. Dans le "jeune Afrique" du 28 octobre dernier, il affirme : "nous sommes pour le social travaillisme, qui se situe au centre gauche, fait de socialisme modéré (qui réproouve en particulier les nationalisations) et de libéralisme progressiste".

Mais l'existence d'oppositionnels de ce genre permet aux dirigeants sénégalais de canaliser le mécontentement engendré par l'exploitation et l'oppression, dans un sens qui ne mettrait pas en question la société.

L'idéal pour eux, ils l'appellent "l'alternance" ; c'est-à-dire que deux partis se succèdent à la tête de l'Etat en faisant strictement la même chose, mais en donnant à la population l'illusion qu'il y a des changements.

Matériellement cela est rendu possible au Sénégal parce qu'il y existe un personnel politique qui est habitué au parlementarisme. Blaise Diagne en était le pionnier dès l'année 1914. Une fois que Senghor avait choisi les servants qu'il voulait, il en restait encore un bon nombre dans la petite bourgeoisie (médecins, avocats, pharmaciens ...etc) pour se proposer en personnel de rechange. C'est eux qui sont à la tête des partis d'opposition.

Wade voudrait faire jouer la logique du parlementarisme en sa faveur. C'est pour cette raison qu'il a toujours été pour la limitation du nombre de partis. C'est également pour la même raison qu'il voudrait que toute l'opposition se retrouve derrière lui.

"Les gens ne comprennent pas le jeu intellectuel et politique qui existait entre Senghor et moi. Sa personnalité le mettait au-dessus de la mêlée. Diouf ne comprend pas cela", disait Wade au journaliste de "Jeune Afrique". Ce n'est pas seulement une manière de se réclamer de Senghor ; c'est aussi une façon de se vouloir "au-dessus de la mêlée" de l'opposition.

Effectivement, sur le plan de la "compréhension" entre Senghor et lui, Wade ne ment certainement pas. Cela ne les empêche cependant pas de se critiquer mutuellement devant le public, dans les meetings ou dans les journaux. C'est cela leur démocratie. Elle se limite à leur petit milieu du Plateau et des diplômés.

Mais par rapport à l'ensemble de la population ils sont comme des gens qui discutent sur un toit -à propos des Etats Généraux de 1789, et en français s'il vous plaît- sans que ceux qui ont pied à terre les entendent.

Que Wade réussisse à paraître l'interlocuteur privilégié de Diouf, c'est leur intérêt à eux deux. Que les autres partis d'opposition (RND, PAI ...etc) jouent son jeu, c'est possible. Mais dans tout cela il n'y a pas grand chose à gagner pour l'ensemble des ouvriers et des petits paysans ; car eux, ne peuvent pas vivre d'"alternance".

* * * * *

KHARTOUM (diviser pour mieux régner)

Les autorités soudanaises ont procédé à l'arrestation de 15 000 réfugiés politiques à Khartoum. Ces arrestations font partie d'une campagne organisée par le gouvernement soi-disant pour faire "l'assainissement" de la ville de Khartoum.

Les victimes de ces opérations révoltantes sont des réfugiés tchadiens et érythréens. Ils sont concentrés dans les villes frontalières et à Khartoum. Le gouvernement de Nimeiry veut détourner l'attention de la population soudanaise en désignant les tchadiens et les érythréens comme responsables des maux qui les frappent. La population pauvre est victime de la pénurie alimentaire. Les queues dans les points de ravitaillement sont importantes.

Pour soi-disant résoudre la pénurie, le gouvernement a renvoyé de nombreux réfugiés. Mais le problème reste inchangé. Cette pénurie crée un mécontentement au sein de la population. Mécontentement qui existait déjà depuis plusieurs mois ; en témoigne la grève des cheminots qui avait paralysé le pays en juin dernier.

Mais avant même que des troubles n'éclatent dans le pays, Nimeiry commence déjà à prendre ses précautions. Il a mis fin à la venue à Khartoum de nombreuses personnes originaires de Darfour, région très pauvre du Sud, ayant connu des luttes armées dans le passé.

Il s'en prend à ceux que la guerre et la misère ont chassé de chez eux. Il veut opposer les populations locales à celle des réfugiés.

C'est possible qu'il y réussisse. Mais c'est possible aussi que l'ensemble des populations, réfugiées ou pas, refusent de marcher dans ses combines, et se retournent comme un seul peuple contre sa dictature. A ce moment-là, même toute l'armée ne suffira pas à sauver son régime.

la tuberculose maladie des pauvres

La conférence régionale africaine sur la tuberculose s'est tenue à Abidjan fin octobre. Plusieurs personnalités médicales, les représentants des gouvernements africains ainsi que ceux des pays impérialistes d'Europe et d'Amérique étaient présents à cette conférence. Celle-ci avait pour président le ministre ivoirien de la santé, Lanzéni Coulibaly.

Les personnalités médicales et les représentants ont bavardé pendant plusieurs jours sur la gravité de la tuberculose. Selon eux, dix millions de personnes attrapent la tuberculose par an dans le monde ; trois millions en meurent.

Ces chiffres sont sûrement très en dessous de la réalité car nos dirigeants et leurs sous-fifres qui dirigent les services de santé se moquent éperdûment des petites gens qui meurent de tuberculose.

En réalité ils ne savent même pas combien de gens meurent annuellement de cette maladie. La tuberculose est une maladie de pauvres. Ce ne sont pas les riches planteurs ou les grands commerçants d'import-export abidjanais et encore moins nos dignitaires qui habitent les belles villas de Cocody ou Les-Deux-Plateaux d'Abidjan qui en sont les victimes.

Les premières victimes, ce sont bien les petits paysans de la savane ou les ouvriers qui habitent les bidonvilles d'Abidjan comme Koumassi-Poto-Poto. En Afrique on peut dire sans hésiter qu'il y a des maladies propres aux riches et celles propres aux pauvres. Mais les riches eux, disposent de tous les moyens pour se faire soigner.

Certains viennent se faire hospitaliser ici en France, dans les hôpitaux les plus chers comme l'hôpital américain de Neuilly. Alors que pour les gens pauvres, rien que pour se faire vacciner à l'hôpital de Treich-ville, c'est tout un problème.

Lanzéni Coulibaly a beau être fier "des progrès réalisés en Côte-d'Ivoire" en matière de lutte contre la tuberculose, cela ne change rien pour les gens pauvres.

La tuberculose est de nos jours parfaitement guérissable grâce aux progrès scientifiques ; mais elle est aussi une maladie sociale. Elle se manifeste presque exclusivement dans les milieux pauvres, mal logés, mal nourris.

La médecine peut beaucoup contre la tuberculose, mais elle ne peut rien contre les causes qui l'engendrent. Aucun médecin ne peut guérir la société de ses inégalités, de la pauvreté.

Il n'y a aucune autre médication pour la maladie de nos sociétés que la révolution sociale, la révolution des prolétaires pour une répartition égalitaire des richesses du monde.

COTE D'IVOIRE : hypocrisie et cynisme face à la prostitution!

" Punir de façon exemplaire... " tel est le titre d'un article publié récemment dans " Fraternité Matin ", journal gouvernemental ivoirien à propos de la prostitution. L'auteur de l'article demandait que deux proxénètes arrêtés pour avoir livré des fillettes de 11 à 16 ans à la prostitution, soient sévèrement punis.

L'auteur de l'article a tour à tour fustigé les proxénètes qui prenaient jusqu'aux 2/3 de la recette des filles pour eux-mêmes, les patrons de boîtes de nuits... et les parents qui laissent leurs filles de 11 ans sortir.

Cette affaire ignoble en elle-même a du coup mis au premier plan un des fléaux de la société ivoirienne qui est la prostitution, pratiquement institutionnalisée. Mais qui faut-il accuser? Le père sans ressources, la mère abandonnée et vivant dans la misère, ceux qui en profitent d'une manière ou d'une autre, ou cette société inhumaine ?

Bien sûr, on ne peut que crier son indignation et sa révolte de voir des fillettes de 11 ans livrées à la prostitution, tout comme on ne peut qu'être indigné et révolté de voir des enfants de 11 ans crever de faim. D'autant plus que bien souvent les enfants des milieux pauvres n'ont parfois que cette alternative.

Quand les dirigeants, à la suite d'une affaire ignoble, feignent de s'émouvoir, cela est d'autant plus révoltant. Car c'est leur régime tout entier qui s'est construit sur des bases aussi peu reluisantes. La richesse des bourgeois de Cocody et autres beaux quartiers, provient d'affaires aussi peu ragoûtantes que la prostitution qu'ils dénoncent avec hypocrisie, mais qu'ils acceptent. Ce sont eux qui s'offrent des week-ends avec des fillettes justement dans les hôtels luxueux.

D'ailleurs ces gens admettent bien la prostitution légalement, quand ils acceptent qu'un riche, dans le cadre de la polygamie, puisse s'acheter une, deux ou trois femmes. Ils acceptent la prostitution, quand c'est un homme de 60 ans qui épouse une fille de 20 ans contre son gré. Et ils feignent de s'intéresser à la question parce que deux minables se sont faits arrêter pour proxénétisme.

C'est sûr qu'il faudra de profondes transformations dans cette société barbare. Mais pour que des pratiques aussi révoltantes disparaissent, c'est toute la société d'exploitation et d'oppression qu'il faudra balayer de fond en comble.

QUAND LES NATIONALISTES PARLENT DES "RÉALITÉS AFRICAINES"

Un certain nombre de nos lecteurs, tout en disant qu'ils sont d'accord sur l'idée qu'il faut changer la société capitaliste et mettre à sa place, par la révolution, une société où il n'y aurait plus d'exploitation de l'homme par l'homme, nous reprochent cependant les moyens que nous préconisons pour y parvenir.

Ils disent que nous sommes "utopistes", que nous ne tenons pas compte des "réalités africaines" car la classe ouvrière que nous voulons organiser en vue de cette révolution est très minoritaire et par conséquent incapable selon eux d'offrir une perspective de changement fondamental dans nos pays.

Pour nous marxistes révolutionnaires, organiser la classe ouvrière africaine, même embryonnaire, est quelque chose de fondamental. Il est d'autant plus indispensable que cette classe s'organise, que l'Afrique, du fait du sous-développement, de la crise économique qui sévit actuellement sur l'ensemble du monde capitaliste, se retrouve aujourd'hui dans une situation pouvant provoquer une explosion sociale.

Des millions de personnes ont à peine de quoi survivre. Une simple saison de mauvaise pluie peut entraîner des milliers de morts dans certains pays du Sahel. Même là où la pluie ne fait pas défaut, la misère y est tout aussi atroce. Quand ce n'est pas la famine ce sont des maladies qui tuent. Tôt ou tard cette misère entraînera des millions de personnes (aussi bien dans les villes que dans les campagnes) à la révolte. Mais quelle voie prendra cette révolte ?

Eh bien nous pensons que les travailleurs africains doivent se préparer dès aujourd'hui, et partout où ils existent, pour que le jour où cela explosera, ils soient capables de donner à cette révolution une perspective qui aille dans le sens des intérêts des exploités. Parce que si ce n'est pas eux les ouvriers qui gagneront la bataille, ce sera leurs ennemis. Les ennemis des travailleurs ne sont pas seulement les impérialistes et leurs valets patentés en Afrique. Ce sont aussi les nationalistes qui voudront, sous le couvert de "l'anti-impérialisme", canaliser la révolte de la population vers un objectif qui ne sera pas celui des exploités mais celui de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie locales.

Quand les nationalistes disent qu'ils sont "anti-impérialistes" ce n'est pas parce qu'ils sont contre le système capitaliste lui-même. Ils veulent tout simplement obtenir un peu plus de miettes de l'exploitation des ouvriers et des petits paysans, et un peu plus de marge de manoeuvre par rapport à l'impérialisme.

De la Chine à Cuba en passant par le Vietnam, et dans une moindre mesure en Angola ou en Algérie, bien des peuples ont mené des luttes dures, voire de véritables révolutions, contre l'impérialisme. Mais on peut constater que même si certains de ces peuples ont réellement réussi à desserrer l'étau de l'emprise directe de l'impérialisme, l'impérialisme lui-même n'a pas été battu. Ce n'est pas le "tigre en papier" comme le prétendait Mao. Il continue toujours à dominer la quasi-totalité de notre planète. Et finalement, par son contrôle sur le marché mondial, il continue à peser sur l'avenir même des peuples qui ont mené les luttes les plus radicales pour s'en émanciper.

On peut aussi constater que dans les pays où des révolutions nationalistes se sont déroulées, la misère est loin d'avoir disparu. Et la population travailleuse n'exerce nullement le pouvoir politique.

Bien entendu, organiser la classe ouvrière africaine pour préparer la révolution socialiste, cela ne veut pas dire qu'elle sera seule à faire cette révolution. A elle seule la classe ouvrière ne peut prendre le pouvoir des mains de la bourgeoisie. Cela n'est possible qu'avec l'appui et la participation active de la majorité de la population. Même si elle est minoritaire la classe ouvrière peut très bien trouver le chemin pour atteindre la paysannerie et l'ensemble des petites gens des villes pour mener un combat commun contre leurs exploités.

Le régime qui sera ainsi mis en place sera infiniment plus démocratique que celui que la petite bourgeoisie prétend instaurer, car il sera l'émancipation des exploités, de ceux qui constituent l'écrasante majorité de la population. Les ouvriers ne sont pas nombreux ? Soit. Mais même dans les pays africains les moins industrialisés, ils sont plus nombreux que les militaires.

Eh bien, il vaut infiniment mieux pour la majorité paysanne des pays d'Afrique, que le pouvoir politique dans les villes ne soit pas exercé par quelques centaines ou milliers de militaires encasernés, soumis à leurs officiers, mais par des milliers ou des dizaines de milliers d'ouvriers armés, organisés, mais restés quand même ouvriers. Ce serait la meilleure garantie que les paysans soient eux aussi associés au pouvoir politique, au lieu d'être considérés comme de simples objets d'imposition n'ayant même pas le droit de diriger leurs propres affaires.

Mais si le prolétariat prend le pouvoir dans un pays en Afrique, il s'adressera aussi aux ouvriers des autres pays. Aussi bien à ceux des pays voisins qu'à ceux des autres continents. Le prolétariat est fort en tant que classe internationale capable de s'opposer au capitalisme par delà les frontières. Partout où le capitalisme exploite, les ouvriers y ont des alliés de classe.

Le prolétariat d'un seul pays ou même du continent africain tout entier ne peut pas vaincre militairement l'impérialisme. Mais les pays impérialistes les plus puissants ne constituent pas un bloc monolithique. Ils sont minés par des oppositions de classes. La richesse incommensurable de la grande bourgeoisie américaine repose aussi sur l'exploitation des ouvriers de Detroit ou de Chicago. Le luxe des cinquante familles cottoie la misère du sous-prolétariat de Harlem ou d'ailleurs. L'impérialisme américain, invincible peut-être par aucune armée, ne peut être vaincue que par la révolution de ses propres exploités, de ses propres pauvres.

Bien sûr, les ouvriers des pays développés ont eux aussi reçu quelques miettes du pillage des pays pauvres. Mais leurs petits privilèges risquent d'être réduits à néant par la crise. Le tout c'est de s'adresser à eux au nom d'un programme, des objectifs, qui puissent être aussi les leurs. Cette politique là, seule la classe ouvrière, de par sa nature, est capable de la proposer. Les nationalistes proposent une autre politique. C'est un combat d'arrière garde. Ils veulent s'accrocher aux sacro-saintes frontières tracées par le même impérialisme qu'ils prétendent combattre.

Alors quand ils nous parlent de "réalités africaines" il faut bien comprendre que ce qu'ils veulent c'est l'unité de tout le monde derrière la petite bourgeoisie. Mais cette "réalité africaine" c'est la misère pour les travailleurs, pour les paysans pauvres, c'est l'appauvrissement continu au profit du capitalisme mondial, c'est la famine.

... / ...

Nous ne voulons pas de cette réalité-là qui fait des 3/4 de la planète un immense camp de concentration pour 2 milliards d'affamés, pour que la bourgeoisie du 1/4 restant puisse continuer à accumuler des richesses. Nous ne le voulons pas quand bien même ce camp de concentration obtiendrait le droit de s'autogérer et de se débrouiller avec sa misère.

Ce que nous voulons, c'est la destruction de l'impérialisme, la répartition des richesses à l'échelle du monde. Il n'y a pas d'autre voie pour y parvenir que la révolution prolétarienne à l'échelle du monde.

Le prolétariat d'Afrique ne peut pas parachever cette révolution, soit. Mais il peut la commencer. Et même ce simple commencement, c'est-à-dire la prise et l'exercice de pouvoir des travailleurs de nos pays, est infiniment plus exaltant pour tous les pauvres, que les régimes de dictatures que nous préparent les nationalistes, variante Sékou Touré, Samora Machel ou même Mao Tsé Tong.

* * * * *

PAR DELÀ SES DIVISIONS; le trotskysme c'est la continuation des idées de Marx et de Lénine

Depuis quelque temps, de plus en plus d'organisations se réclamant du trotskysme et de la 4^e Internationale se manifestent ici dans l'immigration notamment dans le milieu intellectuel sénégalais. Il en est ainsi de la LCT (Ligue Communiste des Travailleurs), liée à l'OCI, et du GOR (Groupe Ouvrier Révolutionnaire), lié à la LCR. Tout comme nous à l'UATCI, ces organisations se réclament du Programme de Transition.

Pourtant des divergences il y en a. Et le moins qu'on puisse dire c'est que les organisations trotskystes sont rarement tombées d'accord entre elles. Ce qui a parfois entraîné l'ironie des groupes nationalistes. Laissons aux nationalistes ce genre d'ironie, passablement dérisoire d'ailleurs, venant de courants au moins aussi divisés.

Quoi qu'il en soit, c'est une bonne chose que dans le milieu africain, un courant se réclamant du communisme internationaliste puisse se développer. Et nous sommes solidaires de tous les groupes qui, même petits, ont choisi de se réclamer de la révolution prolétarienne plutôt que de l'horizon borné du nationalisme.

Parce que le mouvement trotskyste, aussi faible, aussi dispersé qu'il soit à l'échelle du monde, est cependant le seul qui se revendique de la conviction que le prolétariat constitue une seule classe à l'échelle internationale, que c'est sa révolution à l'échelle du monde qui peut renverser la domination du capitalisme, et que c'est la prise et l'exercice du pouvoir par le prolétariat qui permettra la transformation radicale de l'économie internationale et de la société dans le sens du communisme.

Ces idées sont tout simplement celles de Marx et de la 1^{ère} Internationale des ouvriers à la création de laquelle il avait contribué. Elles étaient reprises, par la suite, par la 2^e Internationale, par les partis socialistes que les travailleurs se sont donnés à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci dans beaucoup de pays.

Puis lorsqu'au déclenchement de la 1^{ère} guerre mondiale, les directions de ces partis socialistes ont trahi la classe ouvrière, et ont choisi le camp de leur bourgeoisie en cautionnant la guerre sanglante des bourgeois au nom du nationalisme, c'est encore au nom du communisme qu'une poignée d'hommes, parmi lesquels Lénine, ont décidé

de créer une nouvelle internationale.

Malgré la trahison des chefs de la social-démocratie, une fraction importante du mouvement ouvrier international a su se donner un nouveau parti mondial de la révolution, l'Internationale Communiste dont, là encore, le mouvement trotskyste se réclame de l'héritage.

Cette Internationale Communiste est née à la suite de la 1^{ère} révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire, la révolution russe, dont les principaux dirigeants ont été Lénine et Trotsky.

Le drame du prolétariat c'est que cette 1^{ère} révolution prolétarienne, au lieu de s'étendre au monde entier, est restée isolée dans un pays pauvre. L'Etat ouvrier créé par la révolution a dégénéré, donnant naissance à une bureaucratie anti-ouvrière. L'URSS de Staline a abandonné son internationalisme en même temps que la défense des intérêts politiques des travailleurs.

Sous l'emprise des bureaucrates l'Internationale Communiste a cessé d'être le parti mondial de la révolution prolétarienne pour devenir une officine diplomatique de la bureaucratie russe. Staline a fini d'ailleurs par la dissoudre pendant la guerre pour faire plaisir aux impérialistes occidentaux. Il ne reste de cette ancienne internationale que les partis communistes d'aujourd'hui, qui ne défendent pas plus les intérêts des travailleurs que ne les défend l'URSS de Brejnev, et qui a d'ailleurs abandonné depuis longtemps l'internationalisme.

Mais au sein de l'Internationale Communiste il est resté un tout petit noyau autour de Trotsky pour défendre envers et contre tous les idées communistes internationalistes. Du fait de la répression organisée aussi bien par la bourgeoisie que par les partis communistes staliniens, ce courant animé par Trotsky s'est trouvé isolé du mouvement ouvrier. Mais il a laissé un programme (le Programme de Transition) et un drapeau (la 4^e Internationale).

C'est en 1938 que Trotsky avait fondé la 4^e Internationale. Il l'a fait pour préserver l'avenir. La guerre approchait. Et les deux grandes directions officielles qui se réclamaient de la classe ouvrière, la social-démocratie et le stalinisme, semblaient de plus en plus dans le chauvinisme, défendaient sans honte, l'une les intérêts de la bourgeoisie, l'autre les intérêts de la bureaucratie (voire les intérêts des deux ensemble).

Au milieu de cette trahison des intérêts ouvriers, de ce déchainement de nationalisme, Trotsky voulait au moins planter un drapeau pour l'avenir, affirmer qu'il y avait parmi les militants politiques de la classe ouvrière un courant internationaliste.

Malheureusement ce courant était minuscule. La terreur stalinienne et la terreur fasciste ont fait leur oeuvre. Des milliers de trotskystes qui ont participé à la révolution russe et qui représentaient un capital d'expérience considérable, ont été assassinés dans les "goulags" de Staline. Et les trotskystes hors de l'URSS, peu nombreux, ont été trop peu liés au mouvement ouvrier.

En fait la 4^e Internationale n'a malheureusement pas survécu à l'assassinat de son fondateur Trotsky par les hommes de main de Staline. Le mouvement s'est vite brisé et a abouti, après de multiples scissions, à la naissance de plusieurs petits groupes. Aujourd'hui, pour la France par exemple, l'on constate l'existence de groupes trotskystes tels que : LCR, OCI, LO ...etc.

.../...

Toutes se réclament du trotskysme mais leurs politiques concrètes divergent de plus en plus. Ces divergences sont importantes, parfois fondamentales. Nous avons déjà eu l'occasion d'en examiner quelques unes dans nos colonnes et nous en aurons encore l'occasion dans l'avenir. Ce n'est pas l'objet de cet article. Mais disons que pour la plupart de ces divergences, la question de savoir qui a raison, ne se tranchera pas à coup de polémiques dans des publications confidentielles. C'est l'expérience concrète, vivante, qui donnera des réponses.

Encore faut-il que le mouvement trotskyste soit capable de vivre ces expériences. Cela suppose de s'implanter dans la classe ouvrière, gagner la confiance des travailleurs, faire en sorte qu'existe dans tous les pays des militants ouvriers ayant mérité dans les combats, l'estime de leur classe, et qui défendent les idées communistes internationalistes.

Cependant le fait d'avoir maintenu, au moins sur le plan des références programmatiques, la continuité politique du mouvement révolutionnaire, dans la tradition de Marx, Engels, de la 3^e Internationale des années 1919-1923 et de la 4^e Internationale fondée par Trotsky ; le fait d'avoir maintenu toutes ces traditions malgré le stalinisme, le réformisme et les nombreuses variantes du nationalisme, est un acquis important pour le mouvement trotskyste, même divisé.

C'est grâce à toutes ces traditions léguées par des générations de révolutionnaires que nous pouvons aujourd'hui nous réclamer de la tradition de Marx et Lénine.

Bien sûr après la 2^e guerre la bourgeoisie a réussi à consolider son pouvoir pour une nouvelle période historique. L'impérialisme a pourtant été ébranlé par plusieurs secousses profondes. La "révolution coloniale", des insurrections, des révolutions plus ou moins profondes, de la Chine à Cuba, en passant par le Vietnam ou l'Algérie, l'ont contraint de reculer. Mais tous les ébranlements de l'après-guerre ont été dirigés par des directions nationalistes qui ne visaient au mieux qu'à soustraire leur pays de l'emprise de l'impérialisme, mais jamais à abattre ce dernier.

La classe ouvrière en tant que telle, avec un programme et une politique autonome, n'a postulé à la direction d'aucun de ces bouleversements. Ce n'est pas par carence en quelque sorte physique. La classe ouvrière a souvent perdu les meilleurs des siens dans ces luttes. C'est un problème de direction politique.

Ni la social-démocratie, ni le stalinisme n'ont été capables d'ouvrir une perspective propre aux travailleurs. Au meilleur des cas -si l'on peut dire- ils se sont intégrés dans le mouvement nationaliste. Au pire, ils ont honteusement démissionné. C'est justement pourquoi il faut créer des organisations révolutionnaires prolétariennes.

Chez nous en Afrique, cette classe ouvrière n'est pas sur le devant de la scène pour le moment. Mais l'évolution sociale l'y pousse de plus en plus. Le tout c'est que quand cette classe ouvrière, même minoritaire, voudra se battre, il y ait des révolutionnaires à ses côtés pour qu'ensemble ils portent le plus haut possible le drapeau légué par les révolutionnaires de 1917 et de la 3^e internationale.

Car alors les divergences s'éclairciront et l'essentiel, après tout, c'est qu'il y ait des organisations révolutionnaires qui, par leur présence auprès des travailleurs, puissent gagner et mériter leur confiance.

POLOGNE

NATIONALISME ET LUTTES OUVRIÈRES

Cela fait plus d'un an que le mouvement déclenché par les ouvriers polonais dure. Ce mouvement, dirigé par le syndicat Solidarité, créé lui-même dans la lutte a imposé, dans un pays de dictature pourtant, des modifications politiques considérables.

La récente rencontre officielle entre le gouvernement, les représentants de Solidarité et ceux de l'Eglise pour discuter de la création d'un front national, en a été l'illustration. C'est une victoire pour Solidarité parce que le gouvernement a reconnu ce syndicat qu'il combattait. Les autorités reconnaissent les représentants du formidable mouvement déclenché par les ouvriers polonais.

C'est aussi une victoire contre l'armée russe. Car c'est malgré la volonté de l'URSS que les travailleurs ont imposé leur syndicat indépendant.

Mais cette rencontre qui illustre la formidable force de la classe ouvrière polonaise, illustre aussi les limites qu'impose au mouvement sa direction politique.

Car la création d'un front commun, entre le gouvernement, l'Eglise et Solidarité, s'il devait voir le jour, signifierait surtout qu'au travers l'Eglise, liée au Vatican, c'est l'Occident qui serait un peu plus représenté au pouvoir politique en Pologne. Cela signifierait que l'Etat polonais pourrait prendre un peu plus de distance à l'égard de l'URSS.

Mais qu'il soit dépendant de l'URSS, ou bien un peu plus près d'Occident, l'Etat polonais reste de toute façon un appareil d'oppression contre les travailleurs. Et les ouvriers polonais qui se sont lancés dans la lutte en août 1980, pour protester contre la pénurie et contre les hausses de prix, auront à lutter pour défendre leurs intérêts, même si le gouvernement donnera un peu plus de place à l'Eglise. Si la lutte des travailleurs devait seulement sur le plan politique, permettre à l'Eglise de jouer un rôle plus grand, et à l'Etat national, c'est à dire les couches privilégiées polonaises, d'être un peu plus indépendant des Russes, la formidable énergie des travailleurs aura été alors détournée et canalisée au profit d'intérêts qui ne sont pas les leurs.

Solidarité a donné à l'énergie de la classe ouvrière une forme organisée. Mais sa direction a mené dès le début, une politique nationaliste et cléricale, en mettant en avant " l'intérêt national " au détriment de l'intérêt des travailleurs, en choisissant comme symbole le drapeau national et la croix catholique.

Mais sur cette voie, les travailleurs se font toujours gruger. Leur lutte sert alors de marche pieds à des hommes, à des forces politiques qui n'ont rien à voir avec les travailleurs.

La mobilisation des travailleurs polonais n'est cependant pas finie. Dans le bouillonnement actuel, peuvent surgir des courants politiques qui ne chercheront pas à subordonner les ouvriers à leurs oppresseurs " nationaux ", mais qui se battront pour l'indépendance politique et organisationnelle de la classe ouvrière.

Mais la leçon de la Pologne vaut aussi pour l'Afrique.

Qu'on utilise la force et toute l'énergie des travailleurs, qu'on canalise leur lutte pour des fins autres que celles des travailleurs et paysans pauvres n'est pas un fait inconnu en Afrique.

Toutes les luttes armées contre le colonialisme ou l'impérialisme dans bien des pays ont mobilisé la majorité des pauvres au nom de " l'intérêt national " et ont permis à des bourgeois nationaux d'accéder à la tête de l'Etat.

C'est pour cela que c'est un problème vital que les travailleurs se donnent une organisation qui représente leurs propres intérêts.

Une organisation qui refuse le nationalisme, et toute forme de subordination de la classe ouvrière à d'autres classes sociales et qui milite pour l'indépendance politique du prolétariat.

* * *
* * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.